



**REPUBLIQUE FRANCAISE**  
*Liberté - Egalité – Fraternité*

Département de l'Hérault  
Commune de BAILLARGUES

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU C.C.A.S**

**N° DLP2019-51 - Séance du 16/12/2019**

**ACTES**

**7. Finances locales**

**7.1 Décisions budgétaires**

**7.1.1. Budgets et comptes**

| Nombre des membres  |          |                           |
|---------------------|----------|---------------------------|
| Membres en exercice | Présents | Qui a pris part aux votes |
| 13                  | 8        | 9                         |

| Vote       |   |
|------------|---|
| Pour       | 9 |
| Contre     | 0 |
| Abstention | 0 |

L'an 2019, le 16 décembre à 14h00, le conseil d'administration du C.C.A.S de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Cabernet, sous la présidence de Monsieur Alain SOULIER, Vice-Président du C.C.A.S, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil d'administration le 12/12/2019. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au C.C.A.S le 12/12/2019.

**Présents :**

Alain SOULIER, Marie-Thérèse AMALVY, Régine SUAY, Hubert FABRITIUS, Christiane GAUBERT, Bertrand LEENHARDT, Michel BAUDOUR, Jean-Marie COURTES Jean-Luc DE LA CLERGERIE.

**Absents représentés :**

Marie-France TEXIER représentée par Madame Christiane GAUBERT.

**Absents excusés :**

Jean-Luc MEISSONNIER

**Absents:**

Anna RAMORA, Morgan SIMAR

**Secrétaire de séance :** Marie BRAL, Directrice du C.C.A.S.

## N° DLP2019-51 – REPRISE SUR PROVISIONS REGLEMENTEES

Madame Marie-Thérèse AMALVY expose aux membres du conseil d'administration que depuis de nombreuses années, des provisions pour risques sont inscrites en comptabilité sans qu'il soit possible désormais d'en connaître la raison.

Ces provisions sont les suivantes :

- **Compte 1518** « autres provisions pour autres risques » : 42 963,17 €. La somme apparaît au compte de gestion 2014 en balance d'entrée de l'exercice. Cela signifie qu'il a été alimenté avant cette année mais que sa reprise en comptabilité avait été omise lorsque la trésorerie a changé de logiciel comptable. L'origine de cette provision lointaine est inconnue aujourd'hui.
- **Compte 1582** : « Provisions pour charges sociales et fiscales » : la trésorerie a pu remonter les comptes de gestions jusqu'en 2009. La somme était déjà inscrite et plus aucune archive ne permet d'en retrouver la motivation. Au 1<sup>er</sup> janvier 2019, le compte 1582 a été fusionné avec le compte 1588.
- **Compte 1588** : « Provisions pour autres charges » : 151 639,30 € (inclut depuis 2019 les 4 250,66 € du compte 1582). L'alimentation de ces provisions a commencé avant 2009 et a continué jusqu'en 2014. Ici encore il n'est plus possible de déterminer quelles charges ont été concernées par ces provisions.

Dans un souci de qualité et de sincérité comptable, il est proposé de reprendre ces provisions qui ne semblent plus se justifier.

Cette reprise se fera par l'émission d'un titre au 7815 pour 194 602,47 € (151 639,30 € + 42 963,17 €). Ce titre aura pour conséquence le solde des comptes 1518 et 1588.

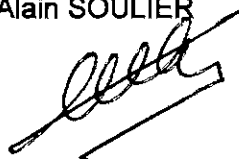
Où l'exposé du rapporteur, après en avoir délibéré à l'unanimité, le conseil d'administration **APPROUVE** la reprise des provisions citées ci-dessus.

Pour extrait conforme,

Le 16/12/2019

Le Vice-Président du CCAS,

Alain SOULIER



*La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*